

PROGRAMME DU MILLION DE LOGEMENTS

L'UGEA tire la sonnette d'alarme

A l'annonce de l'indice de révision des prix au mois de juin dernier, les entrepreneurs avaient tiré la sonnette d'alarme en rappelant au ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme que ceux qui venaient d'établir ces indices voulaient tout bonnement l'asphyxie des entreprises algériennes.

En effet, selon Amar Yahiaoui, président de la Commission nationale du logement et de la promotion de l'habitat au sein de l'UGEA (Union générale des entrepreneurs algériens), la fluctuation des prix des matériaux de construction et leur augmentation fulgurante n'ont pas été suivies d'une réelle révision des prix.

Selon notre interlocuteur, le ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme reconnaissait tacitement la réalité de ces augmentations en revoyant, par le biais des OPGI, à la hausse le coût du mètre carré, qui est passé de 21 000 DA, barème appliqué en décembre 2007, à 32 000 DA, adopté au premier trimestre 2008, soit une augmentation de 54 %. L'aide à l'autoconstruction est passée de 50 000 à 700 000 DA et les prix plafonnés du LSP sont passés de 2 millions de dinars à 2,8 millions de dinars, soit une augmentation de 40 %. Toutes ces augmentations sont venues justement en réparation de ces fluctuations des prix des matériaux de construction, mais les indices de révision des prix pour le premier trimestre 2008 ont été arrêtés à 1 et 2 % alors que pour ceux du dernier trimestre 2007, il est... négatif. «En

d'autres termes, les entreprises doivent non pas prétendre aux avenants mais plutôt rembourser l'Etat», dira, avec ironie, le représentant de l'UGEA.

Toutes ces aberrations ont été mises en évidence par l'UGEA en juillet dernier en interpellant le chef du gouvernement sur le danger qu'encaieraient les entreprises du bâtiment au cas où il ne serait pas mis fin à cette situation.

Quatre mois sont passés depuis et rien n'est venu pour réparer cette injustice. Pendant ce temps, les entreprises de bâtiment ferment l'une après l'une, d'autres se voient contraintes de licencier des dizaines, voire de centaines, de leurs ouvriers permanents, en plus d'autres contraintes et problèmes qui s'amoncellent.

A l'image de cette caution de bonne exécution de 5 % du coût global du marché que l'entrepreneur se voit obligé de verser à la banque pour pouvoir encaisser les premières situations. Là aussi, notre interlocuteur explique que pour un marché de 20 milliards par exemple, l'entrepreneur se voit obligé de verser 1 milliard comme caution de bonne exécution pour pouvoir prétendre à l'encaissement de la première situation

qui ne pourrait dépasser parfois les 2 millions de dinars. Aberrant !

Le traitement spécial réservé aux entreprises étrangères a été également évoquée par le représentant de l'UGEA.

Celles-ci peuvent prétendre à l'avance forfaitaire et aux avances sur approvisionnement sur simple présentation d'un document établi par la banque de leur pays d'origine et valable chez nous comme caution de bonne exécution.

Et pour parler justement de ces entreprises étrangères, le représentant de l'UGEA rappelle que les Egyptiens ont carrément refusé le programme des logements sociaux.

Quant aux Français, Amar Yahiaoui rappelle cette anecdote qui a eu lieu au début de l'année en cours. Cela s'est passé lors d'une rencontre à Alger avec une mission économique de Team Alsace, spécialisée dans la construction. A l'invitation faite par le représentant de l'UGEA de venir s'installer à Bouira où un programme ambitieux attend d'être lancé, le chef de la mission économique lui répondit : «Monsieur Yahiaoui, nos entreprises ne savent pas travailler au-dessous de 450 euros (48 000 DA) le mètre carré». Sans commentaire !

Par ailleurs et toujours concernant les problèmes rencontrés par les opérateurs économiques versés dans le

bâtiment, le représentant de l'UGEA insiste sur le manque de matériaux de construction. Selon lui, il existe une volonté manifeste de nuire à l'économie du pays et le président de la République ne croyait pas si bien dire lorsqu'il parlait d'échec dans la politique adoptée jusque-là.

Lorsque l'Etat algérien avait entrepris la démarche de vendre des entreprises algériennes à des étrangers, c'était pour, disait-on, augmenter la production avec de nouvelles méthodes de gestion et de nouvelles technologies. Selon notre interlocuteur, l'UGEA a constaté avec amertume la rétrocession de la cimenterie de M'sila détenue par Orascom au groupe français Lafarge. Ce dernier, au lieu d'augmenter la production, est en train d'exporter la matière essentielle entrant dans la fabrication du ciment qu'est le clinker à forte devise et de réimporter des bateaux de ciment.

Ce n'était pas l'objectif de l'Etat algérien que d'exporter la matière première et d'importer du ciment pour le vendre aux Algériens. «Le groupe Arcelor Mital est en train d'importer de l'acier», ajoute-t-il en enchaînant : «Si c'est pour cela que l'Etat algérien a cédé le complexe sidérurgique d'Annaba, la SNS aurait suffi pour le faire.»

Enfin, et toujours dans le chapitre des appréhensions de l'UGEA, son représentant évoque cette sortie inédite de

l'entreprise égyptienne qui a racheté la cimenterie de Zahana, à Mascara, et qui a enjoint aux entreprises algériennes qui s'approvisionnent chez elle de lui verser 10 % du montant annuel des commandes afin d'entreprendre l'extension de l'usine et augmenter la production. Bien entendu, ces méthodes sont contraires à la loi, et dans les clauses, lorsque l'entreprise égyptienne avait racheté cette usine, l'extension et l'augmentation de la production figuraient sûrement en bonne place et l'investissement devait se faire sur ses propres fonds, pas en collectant l'argent auprès des entrepreneurs algériens. «Que fait l'Etat algérien face à toutes ces agressions caractérisées de son économie, face à toutes ces dilapidations ?» dira Amar Yahiaoui.

Pour clore, le représentant de l'UGEA rappelle encore le constat d'échec évoqué par le président de la République en matière d'IDE. «Que les responsables de cet échec démissionnent ! Ça ne pourra donner que du crédit à notre pays», dira-t-il enfin, avant de rappeler qu'aucun pays au monde n'a été développé par les étrangers et qu'il ne faut compter que sur nos entreprises pour développer notre pays, comme cela c'est fait notamment en Corée du Sud, en Chine, en Inde, en Brésil, en Argentine et en Afrique du Sud.

Y. Y.

GESTION DES CATASTROPHES

C'est la cacophonie !

L'histoire est en train de se répéter : au lendemain de chaque catastrophe naturelle, les différents intervenants se rejettent les responsabilités. En l'absence d'une structure qui puisse gérer ces situations exceptionnelles, les responsabilités sont diluées. Après les inondations qui ont touché Ghardaïa, des experts parlent d'indigence, réclament la promulgation de textes d'application d'une kyrielle de loi et la mise en place de la délégation nationale des risques majeurs, structure qui aura pour mission de coordonner toutes les actions après et avant la survenue de toute catastrophe.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - Réunis hier pour un débat au Forum d'El Moudjahid, des experts se sont demandés pourquoi alors que les zones inondables à Ghardaïa sont identifiées depuis de longues années, des constructions ont été autorisées sur le lit de l'oued Mzab. Indigné, le président du collège des ingénieurs a affirmé que les particuliers ne sont pas les seuls à avoir violé les règles élémentaires de l'urbanisme. Des institutions étatiques ont élu domicile sur les berges de

l'oued, ce qui a fait dire à M. Bendaoud que c'était «une véritable mascarade !» Le président du collège des ingénieurs ne comprend d'ailleurs pas pourquoi au niveau central et local, la question de la gestion des risques est superbement ignorée. Il en veut pour preuve que sur les 12 000 plans d'occupation des sols (POS) lancés, seuls 4 000 ont été approuvés. Pour M. Belazhougi, directeur du Centre de recherche en génie parasismique, ce ne sont pas les lois qui sont mises en

cause mais leur application. Il estime que les textes d'application tardent à voir le jour. Idem pour la délégation aux risques majeurs pour laquelle il milite depuis des années. Il considère que sans cette structure, aucune politique ne pourrait être efficace, notamment pour donner l'alerte à temps. Un avis que partage le

directeur du Craag. M. Yellès considère que le véritable virage que doit prendre l'Algérie, c'est celui de la prise en charge des risques majeurs au niveau local.

Pour le P. Chelghoum, professeur et spécialiste en génie sismique, les lois doivent évoluer car faites dans «la précipitation», ce qui, selon ses dires,

a conduit à une «situation kafkaïenne» du fait de l'existence de structures figées qui fonctionnent de manière bureaucratique et qui restent fermées à l'apport des experts, aussi bien nationaux qu'étrangers. Résultat : dès qu'une catastrophe survient, c'est la cacophonie.

Nawal Imès

INACHÈVEMENT DES DIGUES DE L'OUED M'ZAB

C'est la faute à la situation financière et sécuritaire du pays

L'idée de construire trois digues pour protéger la ville de Ghardaïa des risques d'inondations avait été retenue dès 1995. Un bureau d'étude suisse avait recommandé cette solution approuvée par le Laboratoire d'études maritimes (LEM). Pourquoi seule une digue a été mise en place ? Selon les représentants du ministère de l'Hydraulique, présents hier au débat, le retard accusé est essentiellement dû à la situation financière et sécuritaire de l'époque. Et ce n'est qu'en 1999 que le projet a été redynamisé. Selon des représentants du LEM, si les trois digues avaient été mises en place, le drame de Ghardaïa n'aurait pas eu lieu. Les simulations faites en laboratoires le prouvent. En dépit des 900 m³ / seconde qui se sont écoulés dans l'oued, les dégâts auraient été minimes. Les responsables de l'hydraulique promettent cependant de sécuriser la vallée du Mzab dès la finalisation des deux digues restantes.

N. I.

ENSEIGNANTS CONTRACTUELS

Reprise prochaine de la grève de la faim

Les enseignants contractuels, qui ont observé une grève de la faim de plus d'un mois en juillet dernier, reviennent à la charge et menacent de reprendre la protestation dès la semaine prochaine.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - C'est ce qui a été déclaré hier, dans un communiqué du Conseil national des enseignants contractuels. Ce dernier se réunira dimanche pour mettre en place un programme d'actions afin de dénoncer l'attitude de la tutelle et faire valoir leurs revendications. La grève de

la faim illimitée semble la voie choisie par ce collectif d'enseignants qui, devant le refus du ministère de l'Education nationale de trouver une solution définitive au problème des enseignants contractuels, adopte la protestation la plus radicale. La grève de la faim est annoncée pour la fin du mois en cours. Les portestataires dénoncent le comportement de la tutelle, notamment après la rencontre qui les a regroupés avec les responsables du secteur où des promesses leur ont été faites. «Le ministère n'a pas tenu

ses engagements concernant le renouvellement des contrats des contractuels grévistes», s'insurge-t-on dans le communiqué, tout en signalant aussi qu'«aucune revendication discutée n'a été prise en compte». Les enseignants contractuels, qui ont participé au concours du MEN, se disent être scandalisés par le fait que les années d'enseignement n'aient pas été comptabilisées et qui constituent le bonus de cinq points promis par le ministère. Adopté par le Conseil de gouvernement il y a une dizaine de jours, le statut particu-

lier de l'enseignant est également rejeté par les enseignants contractuels, qui estiment que «des mesures sévères ont été adoptées». Des mesures coercitives ont été ajoutées à la nouvelle mouture qui ont pour principal objectif de museler la liberté d'expression et d'action au sein de la famille de l'éducation. Un constat sur lequel se sont attardés plusieurs syndicats, qui promettent de rebondir sur la question et demander des clarifications sur l'article 51 du nouveau statut de l'enseignant.

R. M.

DÉBAT SUR LE CANCER DU SEIN L'importance du dépistage

Le cancer du sein a été au centre de débats à la salle des conférences de la Maison de la presse Tahar-Djaout (Alger). Au cours de cette réunion initiée par l'association Nour-el-Houda, il a été expliqué que ce type de cancer est le plus répandu en Algérie. Cela est dû à la méconnaissance des principaux symptômes. Beaucoup de femmes, notamment celles de l'intérieur du pays, ne s'inquiètent pas de la présence d'un grain ou d'un nodule, à partir du moment que cela ne leur fait pas mal. Or, il est de notoriété que plus tôt le cancer du sein est dépisté, plus il y a de chances de le voir guérir. Les conférenciers ont souligné que les femmes sont tenues d'effectuer des dépistages périodiques, particulièrement lorsqu'elles atteignent la tranche d'âge comprise entre 45 et 50 ans. Il a ainsi été expliqué que contrairement aux idées reçues, le cancer du sein concerne rarement les jeunes filles. La grande majorité des cas traités sont négatifs. Par ailleurs, les services hospitaliers recensent chaque année entre 5 000 et 7 000 nouveaux cas. En moyenne, le traitement du cancer du sein coûte 300 millions de centimes par an et par personne. Ces efforts ont grandement participé à faire reculer le taux de mortalité des femmes atteintes de ce cancer. Aujourd'hui, près de 70 % des cas sont guéris, alors que dans un passé récent, seulement 30 % l'étaient. Il a été révélé aussi que cette maladie peut avoir une prévalence au sein d'une même famille. Une méthode a été mise au point pour la prise en charge des foyers familiaux. Un hommage a, en outre, été rendu au P' Bendid, grâce auquel le traitement de ce type de cancer a enregistré une évolution en Algérie. Il a été expliqué que des facteurs favorisent l'apparition du cancer du sein, dont l'obésité et un taux élevé de cholestérol. Cependant, une hygiène alimentaire stricte et une vie équilibrée demeurent un rempart contre le déclenchement de cette maladie. Il a enfin été souligné que l'implication des contraceptifs n'a jamais été établie. Des études sur cette question existent, mais aucune d'elles n'a été avalisée par un congrès international.

N. M.

SELON UN BULLETIN SPÉCIAL DE L'ONM D'importantes précipitations prévues sur les régions sud-ouest

De violentes activités pluviométriques sont prévues pour ce week-end dans plusieurs wilayas du pays, selon l'Office national de la météorologie qui a diffusé un bulletin spécial.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Ces précipitations qui intéressent les régions sud-ouest, principalement depuis ce mercredi soir, sont jugées violentes. Un bulletin météorologique spécial a été diffusé à cet effet par l'ONM, qui évoque la présence d'une activité pluvio-orageuse assez forte à forte. Cette activité affectera notamment les wilayas de Béchar, Naâma, El-Bayadh, Laghouat, le nord de Ghardaïa, Djelfa, M'sila, Tiaret, Tissemsilt, Mascara, Saïda, Sidi-Bel-Abbès et Tlemcen. Cette situation devrait s'étaler, selon l'Office national de la météorologie, jusqu'à vendredi en fin de journée. Par ailleurs, les cumuls de pluie atteindront ou dépasseront localement 60 mm durant la période des précipitations. 100 mm sont, en outre, prévus pour le nord de Béchar, Naâma, El-Bayadh et Laghouat.

Ainsi, la région de Ghardaïa, après le drame vécu en raison des ondatations la semaine dernière, devrait encore faire face à la menace de pluies torrentielles. Le centre du pays sera aussi touché par des pluies orageuses, après plusieurs jours de temps dégagé et de températures clémentes. Ces dernières ne connaîtront pas de baisse importante. Il est ainsi prévu des températures oscillant entre 20 et 23 degrés sur les régions ouest et 18 degrés sur les Hauts-Plateaux ouest. Au centre, les températures prévues pour aujourd'hui avoisineront 24 et 25 degrés avec 26 à Alger. Une légère baisse du mercure est prévue pour demain vendredi.

F-Z. B.